



N° 30 | 2017  
numéro 30 - Avril 2017

---

## L'extrémisme insaisissable

*Pierre-André Taguieff*

---

**Édition électronique :**

**URL :** <https://cpp.numerev.com/articles/revue-30/1369-l-extremisme-insaisissable>

**DOI :** 10.34745/numerev\_1114

**ISSN :** 1776-274X

**Date de publication :** 13/04/2017

Cette publication est **sous licence CC-BY-NC-ND** (Creative Commons 2.0 - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification).

---

Pour **citer cette publication** : Taguieff, P.--. (2017). L'extrémisme insaisissable. *Cahiers de Psychologie Politique*, (30). [https://doi.org/https://doi.org/10.34745/numerev\\_1114](https://doi.org/https://doi.org/10.34745/numerev_1114)

## Mots-clefs :

---

Partons d'une question devenue rituelle : qu'est-ce que l'extrême droite ? Dans sa formulation naïve, cette question suppose comme une évidence que « l'extrême droite » constitue un objet définissable, parce que doté d'une nature ou d'une essence, qu'elle représente une posture idéologique identifiable et prend place en conséquence dans le système des classifications idéologico-politiques modernes.

Or, une exploration, aussi lacunaire soit-elle, de la littérature savante ou semi-savante consacrée à « l'extrême droite » conduit à penser que l'expression elle-même enveloppe une erreur conceptuelle ou témoigne d'une catégorisation confuse. On tombe en arrêt devant un « extrémisme » qui résiste aux tentatives de le définir, on s'interroge sur la référence à une singulière « droite » étrangère aux droites jugées « respectables » ou « civilisées ». Car, pour définir « l'extrême droite », il faudrait pouvoir dire en quoi elle constitue une dérive « antidémocratique » de « la droite », dont la réalité observable présente deux pôles : le pôle conservateur et le pôle libéral. Mais ce qu'on appelle « la gauche » présente elle-même, *mutatis mutandis*, ces deux visages. Or, la gauche conservatrice (« républicaine ») et la gauche libérale (« réformiste ») sont l'une et l'autre aussi éloignées de l'extrême gauche révolutionnaire que les droites conservatrice et libérale de l'extrême droite. Au point qu'on pourrait dire que le véritable clivage se situe entre le camp démocratique (gauche et droite, libérales ou conservatrices) et le camp révolutionnaire, antidémocratique ou pseudo-démocratique (le camp des extrêmes dits incorrectement « de gauche » ou « de droite », ces frères ennemis).

Ce qui reste, c'est quelque chose comme l'esprit de l'extrémisme, ou une mentalité extrémiste, dont on peut identifier la présence dans ce qu'il est convenu d'appeler « l'extrême gauche », mais tout autant dans certaines formes contemporaines de politisation des croyances religieuses, notamment celles qu'offrent les diverses variétés de l'islamisme, si difficiles elles-mêmes à distinguer nettement et à définir clairement.

Ce qu'on appelle « l'extrême droite », dans la nuit médiatique où toutes les vaches sont noires, n'est pas le produit d'une droitisation de la droite, ni d'une extrémisation de l'esprit droitier. Ladite « extrême droite » est aussi étrangère à la droite libérale qu'à la gauche socialiste réformiste. Elle n'est pas une super-droite ni une hyper-droite. Elle ne se situe pas « à droite de la droite », selon l'expression convenue, dont l'intention polémique est aussi claire que la vacuité sémantique. Elle n'est ni extrêmement de droite ni radicalement de droite. C'est pourquoi l'expression « droite radicale » ne change rien au problème de catégorisation : remplacer « extrême » par « radicale »

n'est qu'une coquetterie verbale. Il en va de même avec la distinction illusoire entre « droite extrême » et « extrême droite ». Toutes ces expressions ne sont que des étiquetages polémiques sans contenu conceptuel, présupposant une vision essentialiste de « la droite », censée être plus elle-même ou plus qu'elle-même dans ladite « extrême droite ». En guise de conceptualisation de l'objet, on ne trouve là qu'une méthode de diabolisation, d'abord de « la droite », ensuite de ses supposées extrémisations ou radicalisations. Oublions ces vains jeux de mots qui continuent d'éblouir les débatteurs « de gauche » et de tenir lieu de pensée à une historiographie de militants néo-antifascistes, occupés à recycler les restes de l'idéologie soviétique.

Considérée froidement, à partir des matériaux symboliques qui lui sont attribués (soit les données auxquelles il faut revenir, en deçà des clichés), l'extrême droite apparaît au contraire comme un produit de synthèse instable, né du mélange, selon divers dosages, de thèmes empruntés aux droites non libérales et à ce qu'il est convenu d'appeler l'extrême gauche, qui n'est pas non plus une gauche gauchisée ou extrémisée, mais une pseudo-gauche dont l'horizon n'est autre que la Révolution – destruction pratique et construction utopique. L'extrême droite mêle les contraires et les contradictoires : le conservatisme à l'esprit révolutionnaire, le nationalisme au racisme, l'esprit grégaire au culte de l'individualité, le conformisme et le dogmatisme à l'esprit subversif. Les configurations doctrinales dites « d'extrême droite » se présentent ainsi comme intrinsèquement contradictoires ou paradoxales. L'extrême droite n'est pas « plus à droite » que la droite (telle ou telle droite), elle l'est moins. Elle n'est pas plus démagogique (ou plus « populiste ») que l'extrême gauche. Sa dimension « réactionnaire » (restauratrice ou nostalgique) s'accompagne toujours d'un volontarisme « révolutionnaire » (instaurateur ou conquérant). On peut la dire « ni gauche ni droite », comme le fascisme ou l'anarchisme. On peut aussi la caractériser comme « mi-gauche mi-droite ». Elle oscille ainsi entre le point neutre (ni l'un ni l'autre), et le point complexe (l'un et l'autre). D'où les expressions oxymoriques qui, avec beaucoup d'approximation, tentent de cerner le contenu paradoxal de la mal nommée « extrême droite » : « droite révolutionnaire », « gauche réactionnaire », « révolution conservatrice » ou « conservatisme révolutionnaire », « contre-révolution révolutionnaire ». Et l'on sait que, depuis les années 1920, les « nationaux-bolcheviks » ou les « nationalistes révolutionnaires » repoussent comme les champignons après la pluie. Peut-être faut-il en prendre son parti : il n'y a pas quelque chose comme une « essence » de « l'extrême droite », qui pourrait faire l'objet d'une définition claire et consensuelle.

À l'analyse, on constate que « l'extrême droite » a pour antithèse la droite libérale, soit le pluralisme de principe et la visée du compromis à travers la discussion publique. Son noyau dur, c'est l'autoritarisme dans la sphère de l'idéologie (doctrine et programme) et le recours à la violence dans la sphère de l'action. Ce sont là des traits qui ne suffisent pas à la spécifier, puisqu'on les rencontre aussi dans les courants révolutionnaires de type blanquiste, léniniste ou maoïste. Autour de ce noyau dur (qu'elle partage donc avec les « extrêmes gauches » non libertaires), on trouve d'abord l'intransigeance dogmatique et le rêve d'un grand « nettoyage » révolutionnaire, puis la volonté d'instaurer un « ordre nouveau ». C'est à l'extrême gauche que l'extrême droite

ressemble le plus, et ce, d'abord parce qu'elles forment l'une et l'autre les deux interprétations possibles du projet révolutionnaire, impliquant à la fois destruction du vieux système, « purification » de l'ordre social et construction d'un avenir radieux ou d'une communauté parfaite (voire la fabrication de « l'Homme nouveau »), ensuite parce qu'elles sont l'une comme l'autre des ennemis de la démocratie libérale. Notons au passage que ces traits ne s'appliquent pas aux nouvelles droites populistes européennes qui, quant à elles, sont bien des formes dérivées d'une droite conservatrice plus ou moins nationaliste, et non pas des figures du néo-fascisme. Le parti de Geert Wilders, aux Pays-Bas, ne saurait être inclus dans le paysage de l'extrémisme, quels que soient les excès de langage de son leader. En vertu du principe de rivalité mimétique, chaque extrémisme perçoit l'autre comme son ennemi principal. Les frères ennemis se combattent d'autant plus qu'ils se ressemblent, chacun cherchant à se faire passer pour l'incarnation de l'esprit démocratique. Bolcheviks et nazis naguère, néo-communistes et néo-fascistes aujourd'hui, et, en France, Front de gauche contre Front national.

Si la droite libérale est l'antithèse de l'extrême droite, elle ne saurait jouer pour cette dernière le rôle de l'ennemi principal, encore moins celui de l'ennemi absolu. Elle est trop « molle » pour être reconnue comme ennemi. L'ennemi doit ressembler à celui qui le désigne comme tel. Or, l'on sait que la gauche réformatrice et la droite libérale partagent la vision irénique d'un « monde sans ennemis ». Elles acceptent d'avoir des rivaux, des concurrents, des adversaires. Mais elles sont saisies par la phobie de l'ennemi. Ce dernier représente pour elles le diable : un adversaire radical, intraitable, inflexible, inaccessible aux arguments rationnels, donc « fanatique », et incorruptible, donc hautement dangereux. L'extrême droite et l'extrême gauche, quant à elles, ont des ennemis, qui forment pour l'une et l'autre une condition nécessaire d'existence et la principale raison d'agir. Elles désignent l'une comme l'autre leurs ennemis absolus, et se désignent elles-mêmes comme les « pires ennemis » de leurs ennemis. Elles ont toutefois un grand ennemi en commun : le « nouvel ordre mondial », super-puissance cachée aux multiples visages, qu'on rencontre dans la plupart des récits complotistes aujourd'hui.

Face à un tel ennemi sur-puissant, mélange de haute finance apatride, de capitalisme prédateur et d'impérialisme américain (ou « américano-sioniste »), la radicalité est de rigueur pour les extrémistes de tous bords, mus par l'idée-force d'une contestation globale et totale du « Système », peuplé de « puissants » et de « corrompus ». Ils ne mènent plus leur combat au nom de Dieu ou des dieux, mais au nom du « peuple » ou des « peuples », idoles post-religieuses empruntées à l'imaginaire de la démocratie moderne (qui se veut toujours plus « populaire »). Ils en viennent à transfigurer la lutte politique en une croisade purificatrice. C'est en quoi ils retrouvent une tradition européenne perdue : celle du combat sacré. C'est pourquoi aussi nombre d'entre eux se retrouvent, sans nécessairement le reconnaître, dans la doctrine et la pratique du jihad, dès lors que sa cible est le « nouvel ordre mondial » en tout ou en partie. La séduction peut dériver vers la fascination, et celle-ci se traduire par la conversion.

Intransigeantisme, inclusion communautaire et esprit guerrier : les extrémistes

occidentaux convertis à l'islam s'intègrent ainsi avec ferveur dans une communauté de croyants et de combattants. Quant aux autres, ceux qui veulent lutter à la fois contre les élites dirigeantes occidentales « décadentes » et contre « l'islamisation » du monde, ils s'engagent avec une ferveur comparable dans le contre-jihad, cherchant à construire une communauté de croyants et de combattants islamophobes, dans le cadre d'une nouvelle « défense de l'Occident ». À l'instar des jihadistes, les contre-jihadistes résolus peuvent recourir au terrorisme : les attentats commis en Norvège par Anders Behring Breivik, le 22 juillet 2011, représentent une conclusion logique des principes de leur engagement.

Avec ces mobilisations inspirées par la doctrine de la guerre sacrée, c'est le plus précieux des héritages culturels de l'Europe qui est jeté aux poubelles de l'Histoire : la séparation des sphères (sécularisation ou laïcité), le pluralisme et la tolérance, le respect de l'adversaire, le sens du débat, la recherche du compromis. Voilà qui exalte moins les exaltés que l'esprit manichéen, l'engagement total dans un combat sacré et le désir d'anéantir l'ennemi absolu. La vision extrémiste du monde, pour autant qu'on puisse la définir en quelques mots, consiste d'abord à voir des ennemis partout, qu'ils soient ceux d'en haut (les « puissants ») ou ceux d'en face (les « envahisseurs »). C'est pourquoi l'extrémisme politique est inséparable d'une perception conspirationniste de la marche du monde, laquelle construit l'ennemi absolu contre lequel la violence est non seulement permise, mais aussi recommandée.

La notion d'« extrémisme » est certes une notion confuse. Mais elle renvoie à des réalités qui doivent être reconnues et analysées. L'extrémisme qu'on attribue à « l'extrême droite » ne saurait se réduire à une position « à l'extrémité du spectre ». La vision typologique et classificatoire des droites, fondée sur des métaphores spatiales faisant défiler les partis d'une « extrémité » à l'autre, est aussi impuissante à donner les bases d'une conceptualisation du phénomène que la conception généalogique, fondée sur la quête des origines et la reconstitution des filiations, à travers le jeu des « familles », « courants », « mouvances », etc. Taxonomistes et généalogistes sont ici également impuissants, et voués à travailler avec des catégories conventionnelles, d'ordre topographique, empruntées paresseusement à leurs objets d'étude (droite, gauche, centre) ou imposées à ces derniers (extrême droite et extrême gauche, droite radicale et gauche radicale, ultra-droite et ultra-gauche). Aussi savants soient-ils, ils n'échappent pas à leurs préférences subjectives plus ou moins déterminées par leur position dans le système social, et ne peuvent guère qu'apporter leur caution à tel ou tel camp, ou légitimer tel ou tel parti pris, et ainsi alimenter des débats idéologiques aussi vains qu'interminables.

Les seuls critères permettant d'établir objectivement l'appartenance à « l'extrême droite » telle qu'elle est imaginée et absolument rejetée, c'est le recours effectif à la violence en vue de la prise du pouvoir, le projet explicite d'instaurer une dictature et l'existence d'un programme comportant des mesures jugées xénophobes, racistes et antisémites, et plus généralement injustement inégalitaires et discriminatoires. Autant de caractéristiques qui, à la condition d'être co-présentes et empiriquement observables, définissent la figure anti-démocratique et anti-libérale de « l'extrême

droite », si mal nommée. Car en quoi cette figure idéologico-politique appartient-elle à « la droite » ? Il est surprenant de voir les anti-essentialistes de gauche donner avec autant d'ingénuité et d'inconséquence dans l'essentialisme en postulant l'existence de « la droite », entité supposée une et homogène, voire, chez certains, fixe et an-historique. Ne doit-on pas d'abord, parmi les droites observables, repérer et définir, dans un contexte déterminé, la droite censée « s'extrémiser » pour faire surgir telle ou telle « extrême droite » ? Or, les études empiriques et les analyses de cas montrent que, dans tous les contextes, ce ne sont pas les mêmes droites qui s'extrémisent, et aussi que les modes d'extrémisation sont irréductiblement multiples. Voilà qui incite à congédier les généralités sur « la droite » et « l'extrême droite », dont la seule justification est de servir d'outils ou d'armes dans le débat politique.

Dans l'espace idéologiquement hétérogène et sans frontières ouvert par la notion polémique d'« extrême droite », on découvre des éléments révolutionnaires autant que des thèmes conservateurs, des orientations de gauche et d'extrême gauche non moins que des positions dogmatiques d'inspiration contre-révolutionnaire, traditionaliste ou réactionnaire, des tendances dirigistes, voire socialisantes, mais aussi des propositions économiquement libérales, et, coexistant avec un fort conservatisme culturel à base religieuse (chrétienne), des appels à défendre avec intransigeance le principe de laïcité (avant tout pour dénoncer la menace incarnée par un islam identitaire). Tous les « extrémismes de droite » identifiés par les historiens et les politologues ne se définissent pas par le total rejet de la démocratie libérale et le projet de lui substituer un « ordre nouveau » couronné par une dictature. Ils n'illustrent pas tous la logique de l'opposition radicale à la démocratie représentative ou au système libéral/pluraliste. Bref, ils ne sont pas tous également ni identiquement « extrémistes ».

On ne trouve ni homogénéité doctrinale dans ce fatras idéologique et rhétorique, ni même compatibilité minimale entre les thèses, les valeurs et les normes affirmées par les sous-catégories de « l'extrême droite ». On comprendra aisément que, sur la base d'un tel pot-pourri, on ne puisse élaborer une définition non contradictoire ou un modèle d'intelligibilité cohérent de « l'extrême droite » en général. L'extrémisme qui lui est prêté ne réside pas non plus dans son « extrême » violence, celle que disent craindre ses ennemis déclarés, au nom des valeurs et des normes démocratiques, impliquant la recherche du compromis à travers la discussion publique. La violence révolutionnaire de type communiste ou anarchiste n'a rien à envier à la violence de certains courants dits « d'extrême droite », qu'ils soient dits nationalistes, fascistes ou racistes/suprémacistes, et soupçonnés de tendances au terrorisme. On doit reconnaître que la violence comme moyen, idéal ou pratique effective ne permet pas de caractériser spécifiquement « l'extrême droite ».

Malgré son équivocité, l'expression « extrême droite » continuera cependant d'être utilisée dans le discours politique courant, parce qu'elle est la seule à pouvoir remplir deux fonctions idéologico-polémiques à la fois. D'une part, elle permet aux gauches de diaboliser les droites en les assimilant à leurs franges « extrêmes » ou « extrémistes » : le qualificatif, à la signification confuse, a une valeur performative en ce qu'il possède une force stigmatisante, et cela suffit à en justifier l'emploi aux yeux des polémistes.

D'autre part, elle permet aux droites qui veulent se présenter comme modérées ou respectables, c'est-à-dire dignes d'être reconnues comme des droites « de gouvernement », de se démarquer de leurs concurrents et adversaires qui se disent aussi « de droite », en les récusant comme des « extrémistes », irresponsables, incompétents, fanatiques, violents, et, partant, dangereux, auxquels on ne saurait faire confiance. L'expression d'« extrême droite » est ainsi un puissant moyen d'amalgame disqualifiant pour la gauche plurielle face à ses concurrents de droite, et un utile instrument de différenciation (et de « distinction ») pour les droites libérales ou conservatrices confrontées aux amalgames polémiques de la gauche. Mode d'illégitimation par stigmatisation de l'adversaire pour la gauche (pour toute gauche) et mode d'autolégitimation par différenciation pour la droite (pour toute droite) : telle est la double fonction remplie par la désignation « extrême droite » dans l'espace des débats politiques.

L'action politique ne saurait se passer d'un ennemi, qu'il faut identifier et construire avant de l'utiliser à de multiples fins. Comme le note Umberto Eco, « avoir un ennemi est important pour se définir une identité, mais aussi pour se confronter à un obstacle, mesurer son système de valeurs et montrer sa bravoure ». Et bien sûr, au cas où l'ennemi serait invisible, il faut lui donner un nom et en élaborer la figure répulsive. L'imaginaire politique, dans les démocraties installées, n'échappe à la routine et à la stagnation qu'à la condition de se reconnaître des ennemis, ou, plus précisément, d'identifier des ennemis réputés mortels de l'idée démocratique et de se mesurer à eux.